

26 novembre 2018, semaine 48

EMN Weekly Brief

- [La deuxième séance d'information](#) du Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local (GRESIL) s'est tenue le mercredi 21 novembre sous les auspices de l'OLAI et a rassemblé une centaine d'acteurs communaux, responsables politiques et membres des commissions consultatives communales d'intégration (CCCI) afin d'échanger autour du thème de « l'état des lieux et diagnostic des besoins – un précieux outil de travail pour les CCCI et une première étape vers un plan communal d'intégration ».
- [Le renforcement du Système d'Information Schengen](#) (SIS) a été adopté le 19 novembre par la Commission européenne et permettra notamment l'application de nouvelles fonctionnalités telles qu'un nouveau système d'alerte sur les décisions de retour, les infractions terroristes ainsi que des alertes préventives sur les enfants disparus et les autres personnes vulnérables qui ont besoin de protection.
- Le Conseil d'association UE-Tunisie a adopté les [priorités stratégiques](#) pour la période 2018-2020. Une de ces priorités concerne le « rapprochement entre peuples, mobilité et migration »; les partenaires s'engagent à intensifier le dialogue et la coopération, notamment par la mise en œuvre d'un partenariat pour la mobilité, le renforcement de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière, ainsi qu'une disponibilité européenne pour soutenir la mise en place d'un système d'asile tunisien.
- La Commission européenne a adopté [cinq nouveaux programmes](#) d'une valeur de plus de 141 millions d'euros dans le cadre du [Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique](#). Deux programmes visent, en particulier, à protéger les migrants sur les routes migratoires au Niger ainsi qu'à lutter contre les réseaux criminels liés à la migration irrégulière, au trafic des migrants et à la traite des êtres humains au Sénégal.

Chiffre de la semaine: 46%

A travers la mise à jour de trois indicateurs socio-économiques longitudinaux, le LISER vous permet de percevoir [l'évolution de la situation de l'emploi salarié entre 1994 et 2018](#), et les différentes interactions générées entre les trois acteurs représentatifs du marché du travail. Contrairement à l'évolution décroissante de la part des résidents luxembourgeois dans l'emploi salarié, la part des résidents étrangers tend à rester quasiment stable entre 1994 et 2018. Le pourcentage de frontaliers n'a, quant à lui, cessé de croître les dix premières années pour adopter ensuite une tendance dénotant une certainement stabilisation du phénomène (26% en 1994 contre 46% en 2018).

Le Réseau européen des migrations, créé par la décision n°2008/381/CE du Conseil du 14 mai 2008, a pour objet de fournir des informations actualisées, objectives, fiables et comparables sur la migration et l'asile aux institutions européennes, aux autorités des États membres et au grand public, en vue d'appuyer l'élaboration des politiques et la prise de décisions au sein de l'Union européenne.

Nous contacter :

Email: emn@uni.lu

Site du LU EMN NCP : www.emnluxembourg.lu

Base de données sur la jurisprudence en matière d'immigration et de protection internationale : www.emn.lu

Site de l'EMN : https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/networks/european_migration_network_en